

Deux interventions de Marietta KARAMANLI au séminaire organisé les 25 et 26 juin 2023 sur « Les règles budgétaires européennes » - Lisbonne - Fondation Friedrich Ebert

Reproduction interdite sans mention de l'auteure et de la source

Session 1 : De nouvelles règles pour les dépenses publiques - Quels problèmes les règles actuelles posent-elles pour l'offensive nécessaire en matière d'investissement ?

Faut-il des règles qui tiennent davantage compte des spécificités nationales ? Une "règle d'or" peut-elle ouvrir la voie à davantage d'investissements ?

En Français

I Les règles sont-elles utiles aux États ?

- Des règles budgétaires sont nécessaires pour mettre les États membres sur un pied d'égalité.
- Il s'agit de rassurer les partenaires financiers des États membres, notamment ceux du sud de l'Europe, souvent perçus comme ayant une politique budgétaire moins restrictive.
- Les règles budgétaires permettent de réduire le risque de devoir payer pour les États qui adoptent un comportement de "passager clandestin".

II Le "pourquoi" de leur révision

1 Elles sont considérées comme injustes parce qu'elles ont affecté différemment les États qui les ont appliquées.

- Les États ayant peu de protection sociale historique ont plus de mal à rattraper leur retard ;
- La situation crée un fossé entre les États.

III La proposition de la Commission : très attendue, mais avec des attentes différentes

- Une reconnaissance bienvenue des spécificités nationales ;
- Une perspective souhaitable à long terme ;
- Une volonté de ne pas restreindre les investissements
- Le maintien annoncé des critères de 3% du PIB pour le déficit public et de 60% du PIB pour la dette publique ;
- L'Allemagne a l'intention d'introduire de nouveaux critères quantitatifs pour le respect des règles budgétaires, mais d'autres pays s'y opposent (par exemple la France et l'Italie).
- L'opacité de la méthode et le caractère "secret" des négociations ont été critiqués, notamment en France.

Deux interventions de Marietta KARAMANLI au séminaire organisé les 25 et 26 juin 2023 sur « Les règles budgétaires européennes » - Lisbonne - Fondation Friedrich Ebert

Reproduction interdite sans mention de l'auteure et de la source

IV Les voies de sortie "possibles

1 Les objectifs mêmes de la réforme

- L'importance de s'appropriier les règles et de les adapter à la situation spécifique de chaque Etat membre, tout en prônant des "limites européennes claires" ;
- Un système qui doit être réactif et prendre en compte rapidement les difficultés et les ajustements ;
- La mise en place de règles plus lisibles pour les élus et le grand public.

2 Institutions et règles

- Donner de nouvelles possibilités d'action à la Banque centrale européenne ;
- Permettre à la Commission d'émettre sa propre dette ;
- Reconnaître la nécessité d'introduire des "freins budgétaires", modulés en fonction de la situation économique spécifique de chaque pays, et d'éviter les politiques budgétaires procycliques ;

3 A quoi servent les dépenses européennes : prendre en compte les dépenses " collectives " au niveau européen ;

- Investissements pour la transition écologique ;

Clarifier les investissements et les réformes qui sont à la fois nécessaires pour atteindre les objectifs de transition écologique de l'UE, et compatibles avec une croissance durable et la réduction de la dette.

- Recherche et formation ?
- Réseaux d'énergie et de transport ?
- Défense ?

En Anglais

1 Are rules useful for states?

- Budgetary rules are needed to put member states on an equal footing.
- The aim is to reassure member states' financial partners, particularly those in southern Europe, who are often perceived as having a less restrictive budgetary policy.
- Budgetary rules help reduce the risk of having to pay for states that adopt "free rider" behavior.

2 The "why" behind their revision

1 They are considered unfair because they have affected differently the States that have applied them.

- States with little historical social protection are finding it harder to catch up;

Deux interventions de Marietta KARAMANLI au séminaire organisé les 25 et 26 juin 2023 sur « Les règles budgétaires européennes » - Lisbonne - Fondation Friedrich Ebert

Reproduction interdite sans mention de l'auteure et de la source

- The situation creates a gap between States.

The Commission's proposal: eagerly awaited, but with differing expectations

- A welcome recognition of specific national characteristics;
- A desirable long-term perspective;
- A desire not to restrict investment
- The announced preservation of the criteria of 3% of GDP for public deficit and 60% of GDP for public debt;
- Germany intends to introduce new quantitative criteria for compliance with budgetary rules, but other countries are opposed (e.g. France and Italy).
- The opaqueness of the method and the "secret" nature of the negotiations have been criticized, particularly in France.

IV "Possible" ways out

1 The very objectives of reform

- The importance of appropriating the rules and adapting them to the specific situation of each Member State, while advocating "clear European limits";
- A system that must be reactive and take rapid account of difficulties and adjustments;
- The implementation of rules that are easier to understand for elected representatives and the general public.

2 Institutions and rules

- Give new scope for action to the European Central Bank;
- Enable the Commission to issue its own debt;
- Recognize the need to introduce "budgetary brakes", modulated according to the specific economic situation of each country, and avoid pro-cyclical budgetary policies;

3 What European spending is for: take account of "collective" spending at European level;

- Investments for ecological transition;

Clarify which investments and reforms are both necessary to achieve the EU's green transition objectives, and compatible with sustainable growth and debt reduction.

- Research and training ?
- Energy and transport networks ?
- Defense ?

Deux interventions de Marietta KARAMANLI au séminaire organisé les 25 et 26 juin 2023 sur « Les règles budgétaires européennes » - Lisbonne - Fondation Friedrich Ebert

Reproduction interdite sans mention de l'auteure et de la source

Session 2 : Quelles sont les conditions politiques pour une grande réforme fiscale dans l'UE ? Une réforme des règles financières est-elle possible sans modifier les traités ? Comment construire une majorité politique pour une réforme progressiste ?

En français

Il y a deux niveaux / sujets

- la fiscalité des individus hyper riches ne payant pas d'impôts ;
- la fiscalité des très grandes entreprises en payant pas d'impôts là où elles font leurs affaires

I La fiscalité des personnes hyper-riches

En France il y a un constat partagé entre partis de gauche et progressistes que les très riches ne paient pas d'impôts.

En France, pays pourtant réputé pour son niveau élevé de taxation, les 370 plus riches familles ne sont effectivement taxées qu'autour de 2 % à 3 %.

« Personne n'est devenu riche tout seul »...et le contrat social implique une répartition équitable.

J'ai déposé à l'Assemblée Nationale avec l'aide de l'économiste Gabriel Zucman, une proposition de loi d'un impôt sur la fortune des hyper-riches.

II La fiscalité des entreprises ne payant pas d'impôts là elles font des affaires

J'ai été l'auteure en 2018 d'un rapport sur la taxation des entreprises du numérique en Europe.

Les États membres de l'UE sont parvenus à un accord de principe visant à mettre en œuvre au niveau européen le volet imposition minimum, dit Pilier 2, de la réforme sur la fiscalité internationale de l'OCDE.

La mise en œuvre effective d'une directive limitera le nivellement par le bas des taux d'imposition des sociétés.

Les bénéficiaires des grandes multinationales et des sociétés ou groupes nationaux, dont le chiffre d'affaires annuel cumulé est d'au moins 750 millions d'euros, seront imposés à un taux d'imposition qui ne pourra pas être inférieur à 15 %.

Certains États et gouvernants assument et revendiquent l'utilisation des incitations fiscales comme avantage comparatif de leur pays dans l'Union.

Il s'agit là pour eux d'un attribut essentiel de souveraineté économique, auquel ils ne veulent en aucun cas renoncer au détriment d'une harmonisation fiscale qu'emporte l'idée d'une concurrence non faussée.

Deux interventions de Marietta KARAMANLI au séminaire organisé les 25 et 26 juin 2023 sur « Les règles budgétaires européennes » - Lisbonne - Fondation Friedrich Ebert

Reproduction interdite sans mention de l'auteure et de la source

La condition de l'unanimité dans les décisions concernant le domaine fiscale rend difficile de parvenir à des compromis acceptables par tous les États membres, dont les modèles économiques et sociaux divergent encore souvent fortement.

Toutefois, elle ne doit pas devenir une excuse pour les États, et leur permettre de se complaire dans l'inaction en en faisant porter la responsabilité à la Commission ou à d'autres États membres récalcitrants.

La question est posée de savoir si nous voulons une taxation au niveau européen des entreprises d'un ensemble plus grand d'entreprises ayant une logique ou un modèle économiques analogues générant toutes, leur richesse sur un territoire mais n'y payant peu ou pas d'impôt...

D'ores et déjà des Etats pratiquent de la sorte ; je ne prendrai qu'un exemple certaines unités fédérées des Etats-Unis (comme la Californie et New-York) taxent les sociétés en tenant compte du montant de leurs profits mondiaux consolidés, et de la fraction de leurs ventes mondiales faites dans l'Etat.

L'idée est moderne et déjà acclimatée à des environnement amis ou du moins non hostiles au monde des affaires. L'idée est simple si elles peuvent délocaliser aujourd'hui facilement et de façon artificielle leurs profits, elles ne peuvent pas délocaliser leurs clients. Ce point a d'ailleurs été souligné lors des auditions réalisées.

Vers un appel et un accord des partis socialistes et socio-démocrates

Nos conclusions doivent être un appel et un point de vigilance à l'attention de l'Union Européenne et de ses Etats membres.

Il y a une responsabilité politique à accepter un 1er pas et à enclencher un mécanisme vertueux...on ne peut demander aux citoyens de l'Union de faire des efforts sans que les entreprises les plus riches qui y font leurs chiffres d'affaires ne contribuent aux dépenses dont tous ont besoin.

Je crois qu'il faut que les partis socialistes et socio démocrates portent une vue commune au plan européen et qu'au niveau de chaque parlement national nous portions des propositions convergentes.

En Anglais

There are two levels / subjects

- the taxation of hyper-rich individuals who pay no tax;
- the taxation of very large companies paying no tax where they do business.

1 Taxation of the hyper-rich

In France, left-wing and progressive parties agree that the very rich pay no tax.

In France, a country renowned for its high levels of taxation, the 370 richest families are only taxed at around 2% to 3%.

Deux interventions de Marietta KARAMANLI au séminaire organisé les 25 et 26 juin 2023 sur « Les règles budgétaires européennes » - Lisbonne - Fondation Friedrich Ebert

Reproduction interdite sans mention de l'auteure et de la source

"Nobody became rich on their own"... and the social contract implies a fair distribution.

With the help of economist Gabriel Zucman, I have tabled a bill in the French National Assembly to introduce a wealth tax on the hyper-rich.

2 Taxation of companies that pay no tax where they do business

In 2018 I authored a report on the taxation of digital companies in Europe.

The EU Member States have reached an agreement in principle to implement at European level the minimum taxation component, known as Pillar 2, of the OECD's international tax reform.

The effective implementation of a directive will limit the race to the bottom in corporate tax rates.

The profits of large multinationals and national companies or groups with a combined annual turnover of at least €750 million will be taxed at a rate of not less than 15%.

Some Member States and governments accept and claim the use of tax incentives as a comparative advantage for their country within the EU.

For them, this is an essential attribute of economic sovereignty, which they do not wish to relinquish under any circumstances to the detriment of tax harmonisation, which is essential to the idea of undistorted competition.

The unanimity requirement for decisions on tax matters makes it difficult to reach compromises acceptable to all Member States, whose economic and social models often still diverge widely.

However, it must not become an excuse for Member States to wallow in inaction by passing the buck to the Commission or other recalcitrant Member States.

The question is whether we want Europe-wide taxation of the companies of a larger group of companies with a similar economic logic or model, all of which generate their wealth in one territory but pay little or no tax there...

I'll take just one example: certain federated units in the United States (such as California and New York) tax companies on the basis of their consolidated worldwide profits and the proportion of their worldwide sales made in the state.

This is a modern idea that has already been adopted in environments that are friendly, or at least not hostile, to the business world.

if they can relocate their profits easily and artificially today, they cannot relocate their customers. This point was stressed during the hearings.

Towards an appeal and agreement from the socialist and social democratic parties

Our conclusions should be an appeal and a point of vigilance for the European Union and its Member States.

Deux interventions de Marietta KARAMANLI au séminaire organisé les 25 et 26 juin 2023 sur « Les règles budgétaires européennes » - Lisbonne - Fondation Friedrich Ebert

Reproduction interdite sans mention de l'auteure et de la source

There is a political responsibility to accept a first step and to set in motion a virtuous mechanism... we cannot ask the citizens of the Union to make an effort without the richest companies that make their turnover there contributing to the expenditure that everyone needs.

I believe that the socialist and social democratic parties must have a common view at European level and that at the level of each national parliament we must put forward convergent proposals.